

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
relatif à l'exploitation de l'installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole située au
lieu-dit Les Cordeliers sur la commune de Saint-Sauvant (17), et exploitée par la société
DISTILLERIE MERLET ET FILS SARL**

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la décision d'examen au cas par cas n° 2022-12716 en date du 1er juillet 2022 ;

Vu la demande du 30 mai 2024, présentée par la société Distillerie MERLET ET FILS SARL dont le siège social est situé 40 rue de Che vessac à Saint-Sauvant (17), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une extension de ses chais de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole située au lieu-dit Les Cordeliers à Saint-Sauvant (17) ;

Vu l'accusé de réception de la demande susvisée le 30 mai 2024 ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire le 10 février 2025 suite à la demande de compléments formulée par l'inspection le 18 septembre 2024 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu la décision du 27 février 2025 du président du tribunal administratif de Poitiers, portant désignation d'un commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 2025, modifié par l'arrêté préfectoral du 17 mars 2025 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique pour une durée de 15 jours du 4 avril 2025 au 18 avril 2025 inclus sur le territoire des communes de Saint-Sauvant, Saint-Césaire, Chaniers, Chérac et Dompierre-sur-Charente ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu les publications du 20 mars 2025 et du 10 avril 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu les demandes d'avis, en date du 18 mars 2025, adressées aux conseils municipaux des communes de Saint-Sauvant, Saint-Césaire, Chaniers, Chérac et Dompierre-sur-Charente et au conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Chaniers, Saint-Césaire et de Saint-Sauvant ;

Vu l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des autres communes consultées et par la Communauté d'Agglomération de Saintes ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur du 12 mai 2025 ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 7 juillet 2025, du 4 septembre 2025 et du 27 octobre 2025 portant prolongation du délai de la phase de décision de la demande d'autorisation environnementale déposée par la Société Distillerie MERLET ET FILS SARL à Chevanceaux, après accord du pétitionnaire ;

Vu le rapport et les propositions en date du 16 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 23 décembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse du pétitionnaire du 3 janvier 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Charente-Maritime ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société DISTILLERIE MERLET ET FILS SARL, (SIREN **301 312 930**), dont le siège social est situé au 40 rue de Chevessac à Saint-Sauvant (17610) est autorisée, sous réserve du respect des

prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Saint-Sauvant (17610), au lieu-dit Les Cordeliers (coordonnées Lambert 93 du centre de projet X = 428291 et Y = 6520836), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
SAINT-SAUVANT (17610)	000 ZB 17	Les Cordeliers
SAINT-SAUVANT (17610)	000 ZB 10	
SAINT-SAUVANT (17610)	000 ZB 9	
SAINT-SAUVANT (17610)	000 AL 422	Le Petit Chaillot

À l'état initial, le site comprend :

- un chai de 499 m² avec une QSP 499 m³ en rétention déportée ;
- une aire de dépotage raccordée à la fosse d'extinction ;
- une fosse d'extinction de 120 m³ ;
- un bassin de rétention de 400 m³ ;
- un local PIA avec un surpresseur ;
- plusieurs noues de gestion des eaux pluviales.

Le projet comporte l'augmentation de la quantité d'alcool susceptible d'être présente (QSP) du premier chai à 745,2 m³ ainsi que :

- la création de 4 chais de stockage de 499 m² et d'une QSP de 745,2 m³ chacun ;
- la création d'une aire de dépotage ;
- la création d'un volume de confinement étanche de 210 m³ pour le débordement de la rétention ;
- la création d'ouvrages de gestion des eaux pluviales (noues, réseaux et équipement d'infiltration enterré).

Les travaux ou aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation seront étalés entre 2024 et 2030, et se déclinent en différentes tranches :

Tranche	Dates prévisionnelles de démarrage	Parcelles concernées
N°1 : Chai 1	Existant (déclaration ICPE antérieure)	000 ZB 17
N°2 : Chais 3 et 4	2025	000 ZB 17
N°3 : chai 2	2026	000 ZB 17
N°4 : chai 5	2027	000 ZB 17

L'exploitant informe l'inspection à chaque nouveau chai mis en service ou en cas de retard significatif sur les dates prévisionnelles de démarrage susmentionnées.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à **14794 m²**.

Article 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Article 1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations exploitées relèvent de la rubrique ICPE suivante :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
4755-2.a)	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants, présentant des propriétés équivalentes à des liquides inflammables de catégories 2 ou 3.	Stockage d'eaux-de-vie dans 5 chais : Chai 1 : 745,2 m ³ Chai 2 : 745,2 m ³ Chai 3 : 745,2 m ³ Chai 4 : 745,2 m ³ Chai 5 : 745,2 m ³	QSP = 5 x 745,2 = 3 726 m ³	A

A : Autorisation

QSP : Quantité d'eaux-de-vie susceptible d'être présente

Elles relèvent également de la (des) rubrique(s) « loi sur l'eau » suivante(s) :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation, ouvrage, travaux ou activité	Quantité autorisée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha (D)	Régulation des eaux pluviales via un ensemble de noues.	La superficie du site est de 14 794 m ² soit 1,48 ha.	D

D : Déclaration

ZRE : zone où des mesures permanentes de répartition quantitatives sont instituées

Article 1.2.2 Consistance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Stockages d'alcool de bouche d'origine agricole de TAV supérieur à 40 % vol. :

Désignation	Surface d'un chai	Modalités de stockage	QSP du chai
Chais 1, 2, 3, 4 et 5	499,3 m ²	1788 fûts en bois de 0,4 m ³ <u>1 cuve en acier inox de 30 m³</u>	745,2 m ³

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus et au présent article sont reportées avec leurs références sur le plan de situation annexé au présent arrêté.

Installations et équipements connexes

Le site dispose actuellement d'une aire de dépotage devant le chai 1. Cette aire ne sera pas modifiée. Le projet prévoit la création d'une aire de dépotage attenante à l'ouest du chai 3, et connectée à la fosse d'extinction et à la rétention déportée.

Un transformateur électrique est présent à l'entrée ouest du site (en extérieur) et permet son alimentation en électricité.

CHAPITRE 1.3 CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.3.1 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de dangers de référence¹, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

Article 1.3.2 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

En cas de cessation d'activité, les conditions de remise en état comprennent notamment les opérations suivantes :

- les fluides et énergies seront consignés ;
- excepté les éléments de structure des bâtiments, l'ensemble des équipements et installations concourant aux activités de stockage ainsi que leurs utilités seront démantelées et évacuées ;
- les déchets et autres produits seront évacués selon des filières agréées.

Article 1.3.3 Implantation

Les chais 1, 2, 3, 4 et 5 sont éloignés les uns des autres d'au moins 10 m et de la limite de propriété d'au moins 15 m.

Article 1.3.4 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;

¹ l'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties

- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 2.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Commune du réseau	Prélèvement maximal
Réseau d'alimentation en eau potable	Saint-Sauvant (17610)	200 m³/an

CHAPITRE 2.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 2.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les **eaux pluviales non souillées** et eaux non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures) ;
- les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** (eaux de ruissellement sur voiries et de dépôtage) ;
- les **eaux domestiques** (eaux vannes, de lavabos et douches) ;
- les **écoulements pollués lors d'un accident ou d'un incendie** (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

Les chais sont dits « secs », c'est-à-dire qu'ils ne nécessitent pas de lavage et ne génèrent pas d'eaux usées. Les cuves d'eaux de vie ne sont pas rincées.

Les eaux domestiques du site sont collectées vers un dispositif d'assainissement non collectif.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
N° 1	X = 428338 Y = 6520834 et surverse X = 428347	Eaux pluviales de toiture *	Milieu naturel	Eaux souterraines par infiltration

	Y = 6520893 (points indicatifs de sortie Noue d'infiltration)			
N° 2	X = 428260 Y = 6520864 (point indicatif de sortie Bassin d'infiltration)	Eaux de ruissellement des voiries, partie Nord	Milieu naturel	Eaux souterraines par infiltration
N° 3	X = 428254 Y = 6520811 (point indicatif de sortie Bassin enterré d'infiltration)	Eaux de ruissellement des voiries, partie Sud	Milieu naturel	Eaux souterraines par infiltration

* Les eaux pluviales de toiture des nouveaux chais 2, 3, 4 et 5 sont drainées vers les noues d'infiltration d'eau pluviale. Concernant le chai 1, les eaux pluviales d'une demi-toiture sont dirigées vers la noue localisée à l'est du chai, tandis que les eaux pluviales de l'autre moitié de la toiture sont dirigées vers le bassin de rétention du site (cf. § 4.1.5).

CHAPITRE 2.3 LIMITATION ET SURVEILLANCE DES REJETS

Article 2.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les ouvrages collectant les eaux de ruissellement des voiries et aires de dépotages (Bassin d'infiltration et Bassin enterré d'infiltration) seront conçus de manière à prévoir une décantation efficace et un dispositif de piégeage (de type massif filtrant ou ouvrage d'infiltration végétalisé).

TITRE 3 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 3.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 3.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Sans préjudice du respect, dans les zones à émergence réglementée, des valeurs d'émergence admissibles fixées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 3.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

TITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les installations respectent les dispositions constructives suivantes :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Sol, toiture	Murs	Portes et fermetures	Parois séparatives
Chai 1, Chai 2, Chai 3, Chai 4 et Chai 5	Sol en matériaux incombustibles Couverture en tuiles B _{ROOF} (t3) et A1 Toiture en charpente R 30 Isolant sous plafond en matériaux A2-s1, d0 (<u>γ</u> compris éventuel pare-vapeur)	Murs extérieurs REI 240 de 8,3 mètres de hauteur	Portes résistantes au feu E30 équipées d'un <u>dispositif de fermeture automatique</u>	Sans objet
Aires de dépotage	Sol incombustible			
Fosse d'extinction	Sol incombustible	Murs incombustibles		

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 Désenfumage

Les chais sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à déclenchement manuel et automatique (fusible thermique).

La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque chai.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues des chais. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément aux normes en vigueur.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis la cellule de stockage.

Les DENFC, en référence aux normes en vigueur, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;

- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) ; la classe SL 0 est utilisable si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface utile des exutoires sont réalisées par les portes des chais à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Article 4.1.3 Organisation des stockages

I. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage.

II. L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves, canalisations...) dans les chais permet une libre circulation du personnel et des services de secours.

En particulier, chaque chai respecte les conditions d'aménagements suivantes :

- une allée principale (centrale ou latérale) de 3 m de largeur minimum est aménagée,
- aucun récipient ou réservoir de stockage d'eau-de-vie n'est éloigné de plus de 15 m de l'allée principale.

Article 4.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité des installations

I. Les chais sont desservis par une voie engins dont l'accès se fait par l'entrée principale du site chemin de la Borderie et débouchant chemin de Ribonnet.

À partir de cette voie engins, 3 voies en enrobé desservent les chais 1 à 4 :

- une voie de largeur de 5,87 m entre les chais 1 et 2 ;
- une voie de largeur de 6 m entre les chais 2 et 3 ;
- une voie de largeur de 6 m entre les chais 3 et 4.

Le site est également desservi par une voie en enrobé de 4 m de large minimum depuis un accès secondaire « pompier + personnel » situé chemin de Ribonnet.

II. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

III. La voie engins définie ci-avant respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.

Article 4.1.5 Capacité des rétentions

Chaque chai et chaque aire de dépotage sera relié au bassin de rétention déporté commun d'au moins 400 m³. Les eaux pluviales des nouveaux chais ne seront pas drainées vers la rétention déportée.

Article 4.1.6 Gestion des rétentions et des stockages associés

Les dispositions prévues au II de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les rétentions et les zones de collecte associées font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et un examen visuel annuel approfondi.

Article 4.1.7 Dispositions spécifiques aux réservoirs, dont les tonneaux en bois et cuves inox

L'exploitant met en œuvre les dispositions spécifiques aux réservoirs prévues au III de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.1.8 Dispositions spécifiques à la rétention déportée

Les dispositions prévues au IV de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les écoulements recueillis sont dirigés de manière gravitaire vers une fosse de 120 m³ permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur ré-inflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée.

La zone de collecte, le drainage, la rétention déportée et la fosse d'extinction, sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ; en particulier lorsque plusieurs zones à risque sont associées à un même réseau de collecte des écoulements accidentels, des siphons anti-feu (regards siphonides, regards étouffoirs, etc.) sont judicieusement placés afin d'éviter toute propagation par le réseau de vapeurs ou d'effluents enflammés entre les installations ;
- éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée (10 l/min/m² au minimum) ;
- résister aux effluents enflammés ; en particulier, en amont de la fosse d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles ;
- éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;
- canaliser, par zones de collecte n'excédant pas 250 m², les écoulements accidentels par des rigoles, murets, bosselages... sur l'ensemble de la surface du chai de stockage ;
- être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction. Le bassin de rétention et la fosse d'extinction sont situés à plus de 15 m des limites du site.

La fosse d'extinction est implantée en dehors des zones de flux thermiques de 3 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers pour les scénarios d'incendie d'une durée inférieure à 4 h.

L'exploitant dispose des moyens permettant d'éviter l'inflammation des effluents dans la fosse d'extinction (PIA des chais n° 1 et 2 implantés à moins de 30 m).

La rétention déportée et la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.

L'exploitant définit sous sa responsabilité, et en cohérence avec les éléments présentés dans son étude de dangers, dont notamment l'objectif d'évacuation de la quantité d'alcools contenue dans une cellule en moins de 4 heures, le dimensionnement et les caractéristiques des réseaux et de la fosse d'extinction en fonction des débits potentiels d'effluents enflammés. Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés.

Les vérifications périodiques portent sur l'étanchéité et l'intégrité des équipements de collecte des écoulements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie (avaloirs, etc.) et des équipements de transferts (canalisations enterrées, etc.) selon les fréquences minimales suivantes :

- le cas échéant, un contrôle bimensuel du maintien en eau des siphons anti-feu (regards siphonides, regards étouffoirs, etc.),
- un contrôle visuel annuel des ouvrages,
- un contrôle annuel des réseaux avec envoi d'eau,
- un contrôle des réseaux enterrés par caméra tous les 10 ans.

En cas d'observations d'anomalies ou de dégradation, l'exploitant y remédie dans les plus brefs délais. Les vérifications périodiques et les opérations d'entretien et de maintenance sont enregistrées dans un document de suivi.

Article 4.1.9 Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses prévues au V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.1.10 Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation

Les dispositions prévues au VI de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les aires de dépotage sont matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement / déchargement d'alcools.

Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion-citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

La surface des aires de chargement / déchargement est au maximum de 75 m².

Article 4.1.11 Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie

Les dispositions prévues à l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

En cas de débordement de la capacité de rétention déportée définie à l'article 4.1.6 du présent arrêté, les effluents sont canalisés vers deux bassins de confinement des eaux d'extinction d'incendie, en enfilade, de 100 m³ puis 110 m³. Ces bassins sont étanches aux produits qu'ils pourraient contenir.

CHAPITRE 4.2 AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS

Article 4.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques ou barrières de sécurité les mesures figurant en page 126, § 9.2.3, de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Article 4.2.2 Contrôle des accès

Les dispositions prévues à l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 4.2.3 Électricité statique – Mise à la terre

Dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Lorsque les réservoirs et les récipients ne sont pas au même potentiel que leurs systèmes d'alimentation, ces derniers doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre.

Article 4.2.4 Installations électriques

Les dispositions prévues aux A à D de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

L'éclairage artificiel par lampes dites « baladeuses » à incandescence est interdit. Il doit être fait usage de lampes dites « baladeuses » à fluorescence sous réserve qu'elles présentent un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec protection mécanique.

L'éclairage fixe à incandescence et l'éclairage fluorescent sont réalisés par des luminaires ayant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec une protection mécanique. En aucun cas les appareils d'éclairage ne doivent être fixés directement sur des matériaux inflammables.

Les chais disposent d'un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en œuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.

Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, discontacteurs, interrupteurs, disjoncteurs...) sont tolérés à l'intérieur des chais sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Article 4.2.5 Événements

Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'événements correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

À défaut de justification spécifique, la surface « Se » des événements est au minimum égale à :

$$S_e = \frac{U_{fb}}{3600 C_d} \left(\frac{\rho_{air}}{2 \Delta p} \right)^{0,5}$$

ρ_{air} : masse volumique de l'air (= 1,3 kg/m³).

C_d : coefficient aéraulique de l'événement (entre 0,6 et 1).

Δp : surpression devant être évacuée en pascals.

U_{fb} : débit de vaporisation en normaux mètres cubes par heure d'air, calculé selon la formule suivante :

$$\frac{U}{f} \cdot \frac{b}{i} \cdot 70900 \cdot \frac{i}{Aw^{0,82}} \cdot \frac{Ri}{Hv} \cdot \left(\frac{T}{M}\right)^{0,5}$$

A_w : surface de robe au contact du liquide inflammable contenu dans le réservoir, en mètres carrés (avec une hauteur plafonnée à 9 mètres).

H_v : chaleur de vaporisation en joules par gramme.

M : masse molaire moyenne de la phase gazeuse évacuée en grammes par mole.

R_i : coefficient de réduction pour prendre en compte l'isolation thermique ; ce facteur est pris égal à 1 correspondant à l'absence de toute isolation.

T : température d'ébullition du liquide inflammable en Kelvin.

Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.

Les cuves inox sont également équipées de trous d'hommes dûment dimensionnés conformément aux normes en vigueur.

Ces trous d'hommes sont disposés de façon à ne pas produire de projection et d'effets de surpression à hauteur d'homme en cas d'explosion.

CHAPITRE 4.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 4.3.1 Système de détection automatique

L'exploitant met en œuvre, dans les chais, un système de détection automatique d'incendie, conformément aux dispositions relatives à la surveillance et au réseau de détecteurs prévues à l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.3.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau de 600 m³, implantée sur la parcelle 000 AL 0422, avec 5 points d'aspiration permettant d'aspirer chacun un débit de 60 m³/h. Les besoins en eau ont été calculés sur la base du scénario majorant d'incendie correspondant aux incendies des chais n° 2 et n° 3 (débit moyen de 5000 L/min pendant 2 h d'intervention).

Ces points d'eau sont accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours et munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Ces moyens sont complétés par les moyens suivants :

- au moins 3 extincteurs de type 144B disposés à proximité de chaque entrée de chaque chai et de sorte que la distance maximale à parcourir pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m.

- au moins 1 extincteur de type 144B disposé à proximité de chaque aire de dépotage, de sorte que la distance maximale pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m ;
- un réseau d'au moins 2 postes d'incendie additivés (PIA) par chai, conçu conformément à un référentiel reconnu, alimenté en eau par un surpresseur en capacité de fournir un débit de 24,8 m³/h à une pression de 11,13 bars et raccordé en amont du TGBT, ainsi que par une réserve d'eau de 10 m³.

TITRE 5 - MESURES D'ÉVITEMENT

CHAPITRE 5.1 MESURES D'ÉVITEMENT

Afin d'éviter tout risque d'impact sur le crapaud épineux, la transformation des noues d'infiltration en bassin étanche doit impérativement être réalisée en dehors de sa période de reproduction et de métamorphose des têtards (février-juillet). Dans le cas d'une incompatibilité avec le planning des travaux, une levée de contrainte pourrait éventuellement être envisagée, avec le passage d'un écologue sur le site qui attestera ou non de la reproduction de cette espèce sur le site.

TITRE 6 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 6.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3) D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 6.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 6.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans la mairie de Saint-Sauvant (17610) et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Saint-Sauvant pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir : communes de Saint-Sauvant, Saint-Césaire, Chaniers, Chérac, Dompierre-sur-Charente et Communauté d'Agglomération de Saintes ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 6.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saintes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, le Maire de Saint-Sauvant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Distillerie MERLET ET FILS SARL et dont une copie leur sera adressée.

La Rochelle, le **5 JAN. 2025**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Emmanuel CAYRON

ANNEXE 1 DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 05/01/2026 - PLAN DE SITUATION DES INSTALLATIONS

